REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 mai 2025

Le vingt-sept mai deux mille vingt-cinq à vingt heures trente, le Conseil Municipal, dûment convoqué le dix-neuf mai deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance publique à la salle du conseil municipal place du Champart sous la présidence de Monsieur LEGENDRE Christian, Maire.

Etaient présents : Christian LEGENDRE, Marlène JOHANET-FOURAGE, Martine GILLET, Thierry CAILLETTE, Serge GUERIN, Françoise BODET, Valérie PEUGNET, Cécilia JOHANET, Maïté AVILES, Jean-François DESCHAMPS. Michel TAFFOUREAU, Jérémy TAINÉ, Dany HAMONIERE, Lise LE DÛ.

Excusé ayant donné procuration : François VAPPEREAU à Lise LE DÛ

Secrétaire de séance : Maïté AVILES

Le compte rendu du conseil municipal en date 8 avril 2025 est adopté à l'unanimité.

Conformément à la loi « engagement et proximité » du 27 décembre 2019 relative à la nouvelle obligation des collectivités territoriales et des EPCI à fiscalité propre, Madame AVILES Maïté, secrétaire de séance et conseillère municipale présente à l'assemblée l'ensemble des indemnités reçues par les élus siégeant dans le conseil.

Le conseil municipal prend acte de l'état récapitulatif présenté.

1 Prêt relais en attente de versement de subventions

Monsieur le Maire informe les membres Conseil Municipal que les subventions notifiées tardent à être versées et qu'il convient de souscrire un prêt relais permettant de gérer sereinement les dernières grosses dépenses. Il précise également que le versement du FCTVA d'environ 92 000€ a été confirmé par la Préfecture.

5 banques ont été sollicitées et 4 ont répondu favorablement.

Après examen des propositions, le Crédit Agricole présente les meilleurs critères.

- Prêt à moyen terme taux fixe en attente du FCTVA cotation Gissler 1A
- Montant : 400 000€
- Durée : 2 ans
- Frais de dossier : 600€
- Taux fixe : 2.93%
- Mise à disposition des fonds par crédit d'office
- Remboursement des intérêts annuel et du capital in fine
- Remboursement anticipé total ou partiel possible moyennant le paiement d'une indemnité financière actuarielle et d'une indemnité de gestion d'intérêt de deux mois d'intérêts.

Après délibération les membres du Conseil Municipal à l'unanimité décident :

D'autoriser Monsieur le Maire à déposer le dossier de contrat de prêt avec le Crédit Agricole pour un montant de 400 000€, à moyen terme, pour une durée de 2 ans, taux fixe selon les termes ci-dessus.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs et comptables avec le Crédit Agricole.

2 Décisions modificatives au budget primitif 2025

a/ DM prêt relais : Monsieur le Maire précise que lorsqu'une commune contracte un prêt-relais dans l'attente du versement de subventions, elle doit prévoir une recette d'investissement au chapitre 16 pour le montant du capital souscrit,

Il convient donc de prendre la décision modificative ci-dessous :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

PRET RELAIS ATTENTE SUBVENTIONS

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
R-1641 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	400 000,00 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	400 000,00 €
D-231 : Immobilisations corporelles en cours	0,00 €	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	0,00 €	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	400 000,00 €	0,00 €	400 000,00 €
Total Général		400 000,00 €		400 000,00 €

Après délibération les membres du Conseil Municipal à l'unanimité décident :

D'autoriser Monsieur le Maire à inscrire cette décision modificative au BP 2025,

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs et comptables relatifs à cette décision.

b/ Frais et opérations divers : Afin de pallier les frais de dossier et les intérêts relatifs à ce prêt relais, il convient également de prendre une nouvelle décision modificative.

Le Conseil Municipal profite de cette DM pour abonder en dépenses le compte 10226, taxe d'aménagement pour la somme de 1691.87€ qui doit être reversée à la CCF et non prévue au BP 2025.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

FRAIS DIVERS

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-60613 : Chauffage urbain	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-627 : Services bancaires et assimilés	0,00 €	600,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	10 000,00 €	600,00 €	0,00 €	0,00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	1 691,87 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	1 691,87 €	0,00 €	0,00 €
D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance	0,00 €	7 708,13 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	0,00 €	7 708,13 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €
INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 691,87 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 691,87 €
D-10226 : Taxe d'aménagement	0,00 €	1 691,87 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 10 : Dotations, fonds divers et réserves	0,00 €	1 691,87 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	1 691,87 €	0,00 €	1 691,87 €
Total Général		1 691,87 €		1 691,87 €

Après délibération les membres du Conseil Municipal à l'unanimité décident :

D'autoriser Monsieur le Maire à inscrire cette décision modificative au BP 2025,

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs et comptables relatifs à cette décision.

3 Téléphonie

Michel TAFFOUREAU présente à l'assemblée, un bilan et une étude comparative des offres en téléphonie. En effet, le contrat avec Orange arrive à son terme et il est nécessaire de le renouveler avec ce prestataire ou d'en changer.

3 offres sont présentées et détaillées : Orange, Unify Télécom et Welcom pro (Bouygues). L'offre Unify Télécom basée à Orléans est comparativement intéressante. Monsieur Taffoureau a rencontré cette entreprise afin d'échanger sur la technicité, le coût, l'offre, les équipements, la sécurité....

Avant toute décision, Mme Branchu a pris contact avec 6 collectivités (de tailles différentes) qui travaillent déjà avec Unify Télécom afin d'échanger sur leur réactivité lors de disfonctionnement éventuel, la qualité du matériel installé, le détail et les modalités de migration....

Les retours sont très positifs sur l'ensemble des points interrogés.

Après délibération les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité :

De souscrire un contrat en téléphonie avec la société Unify Télécom,

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs et comptables relatifs à cette décision.

4 Devis / travaux : Néant

5 Questions diverses

a/ Motion : Monsieur DESCHAMPS donne lecture d'un courrier envoyé par l'EPFLI (Etablissement Public Foncier Local Interdépartemental Foncier Cœur de France) à savoir :

« L'Etat engage une réflexion sur la création d'un EPF d'Etat en Centre-Val de Loire, mais aussi des premières actions telles des propositions de modifications réglementaires assurant vraisemblablement plus de facilités d'extension aux EPF d'Etat qu'aux EPF Locaux.

En effet, cette proposition suppose qu'il y ait un reversement de 50 % de la fiscalité prélevée sur le territoire déjà couvert par les EPF Locaux à l'EPF d'Etat, sauf accord conventionnel prévoyant une répartition différente ou désignant un bénéficiaire unique. Le reste du territoire, non encore couvert, pourrait ainsi être prélevé d'une fiscalité différente au bénéfice de l'EPF d'Etat.

C'est une véritable mise sous tutelle des collectivités locales par l'Etat, dans un contexte où l'Etat prétend « **donner davantage la main aux collectivités** » et souhaiter mettre en œuvre une simplification.

La création d'une EPF d'Etat est injustifiée, repose sur l'absence de besoin avéré, serait redondante, source de confusion, de surcoûts et de dilution de moyens, et surtout de perte de contrôle pour les acteurs locaux.

Il est donc inconcevable d'avoir une superposition d'outils sur notre territoire et encore moins d'alourdir la fiscalité (TSE) des ménages et des entreprises des territoires déjà adhérents, alors même que l'EPFLI Foncier Cœur de France s'emploie à alléger cette fiscalité, par ses extensions territoriales et le maintien du vote à l'identique de son niveau de fiscalité. L'objectif de mutualisation et de péréquation de la fiscalité est intact et précieux en vue de maintenir la soutenabilité des projets menés par ses membres.

Il semble donc opportun d'informer les Ministres concernés de la situation réelle des actions menées sur l'ensemble de la Région Centre-Val de Loire, par les collectivités locales en matière de stratégies foncières et de développement en s'appuyant notamment sur l'EPFLI Foncier Cœur de France et en rejetant toute idée de création d'un EPF d'Etat sur notre territoire ».

- Vu le rapport du Président de l'EPFLI Foncier Cœur de France, EPF local accompagnant le territoire,
- Vu l'engagement de l'ensemble des collectivités locales sur les politiques foncières et la revitalisation des territoires,
- Vu la nécessité de ne pas alourdir la pression fiscale sur les ménages et les entreprises en Centre-Val de Loire, au profit d'une structure qui n'apporterait rien de plus,
- Vu l'action de l'EPFLI Foncier Cœur de France en faveur des collectivités territoriales,
- Vu le principe de libre administration des collectivités territoriales,

Monsieur le Maire de la commune d'Aschères-le-Marché sollicite la délibération du Conseil Municipal- afin de :

- **Refuser** catégoriquement la création d'un Etablissement Public foncier d'Etat sur le territoire du Centre-Val
- **Refuser** tout prélèvement de fiscalité supplémentaire auprès des ménages et des entreprises du territoire en faveur d'un outil d'Etat qui n'apporterait rien de plus que l'outil local,
- **Faire** respecter les actions menées à ce jour par l'ensemble des acteurs locaux en faveur de l'attractivité de leurs territoires avec le soutien de l'EPFLI Foncier Cœur de France,
- **Respecter** le principe de libre administration des collectivités locales,
- **D'affirmer** que l'EPFLI Foncier Cœur de France remplit parfaitement son rôle auprès des collectivités locales et souhaite maintenir ses actions, lesquelles sont reconnues par les opérateurs et les partenaires institutionnels,
- **Affirmer** qu'une fiscalité choisie est plus profitable aux territoires qu'une fiscalité subie.

Après délibération les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité :

De refuser catégoriquement la création d'un Etablissement Public foncier d'Etat sur le territoire du Centre-Val
De refuser tout prélèvement de fiscalité supplémentaire auprès des ménages et des entreprises du territoire en faveur d'un outil d'Etat qui n'apporterait rien de plus que l'outil local,
De faire respecter les actions menées à ce jour par l'ensemble des acteurs locaux en faveur de l'attractivité de leurs territoires avec le soutien de l'EPFLI Foncier Cœur de France,
De respecter le principe de libre administration des collectivités locales,
D'affirmer que l'EPFLI Foncier Cœur de France remplit parfaitement son rôle auprès des collectivités locales et souhaite maintenir ses actions, lesquelles sont reconnues par les opérateurs et les partenaires institutionnels,
D'affirmer qu'une fiscalité choisie est plus profitable aux territoires qu'une fiscalité subie. Pour ceux qui souhaitent aller plus loin dans le renforcement de l'intervention de l'EPFLI Foncier Cœur de France et envisagent de doter la gouvernance en 2026 d'un outil de stratégie foncière efficace et opérationnel, le conseil communautaire peut également décider d'adhérer.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs relatifs à cette décision.

b/ Taxe Locale sur la Publicité Extérieure : Monsieur le Maire rappelle que la taxe locale sur la publicité extérieure est une taxe facultative facturée au m², instaurée à l'initiative des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Elle concerne toutes les entreprises qui exploitent des supports publicitaires fixes, visibles et situés à l'extérieur.

Elle s'applique à trois catégories de supports :

- la publicité, qui désigne toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, ainsi que leurs supports,
- les enseignes, c'est-à-dire toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce,
- les pré enseignes, c'est-à-dire toute inscription, forme ou image indiquant la proximité du lieu d'une activité.

Il convient donc de valider les tarifs applicables sur notre territoire avant le 1er juillet 2025 pour une application au 1^{er} janvier 2026 selon le barème ci-dessous :

TARIF EN 2026 POUR LES FACES DES DISPOSITIFS ET DES PRÉENSEIGNES NON NUMÉRIQUES (€/ m2)	POPULATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE (en milliers d'habitants)		
	Inférieure à 50	Supérieure ou égale à 50 et inférieure à 200	Supérieure ou égale à 200
Superficie inférieure ou égale à 50 m2	18,90	24,80	37,70
Superficie supérieure à 50 m2	37,80	49,70	75,40

Après délibération les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité :

D'approuver le tarif ci-dessus à compter du 1er janvier 2026,

D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les écritures administratives et comptables concernant cette décision.

Il convient également de valider le tarif pour l'année 2025 comme indiqué ci-dessous :

Pour les dispositifs publicitaires et préenseignes (affichage non numérique)

Communes et EPCI percevant la taxe en lieu et place des communes membres comptant :	Superficie ≤ 50 m ²	Superficie > 50 m ²
Moins de 50 000 habitants	18,60 €	37,10 €
De 50 000 à 199 999 habitants	24,40 €	48,80 €
Plus de 200 000 habitants	37,00 €	74,00 €

Après délibération les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité :

D'approuver le tarif ci-dessus pour l'année 2025.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les écritures administratives et comptables concernant cette décision.

A vingt-deux heures quinze, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.